

# Subventions directes et subventions indirectes : quelle réforme pour la Caisse de compensation au Maroc ?

## Résumé

*Le débat sur l'efficacité de la subvention des prix des produits alimentaires octroyée par la Caisse de compensation et sur sa réforme fait rage entre le gouvernement et l'opposition quant à son coût et son inefficacité. Ce débat se concentre sur le gain social que l'on peut tirer du remplacement de ce mécanisme d'aide par l'octroi d'un revenu minimum aux pauvres. Nous affirmons que ce mécanisme, malgré sa supériorité sur la Caisse de compensation, en présence des préférences convexes, reste moins efficace que d'autres mécanismes comme le chèque nourriture. Cet article répond donc à deux questions : quelle forme d'aide est la plus efficace, et dans quelle mesure les aides accentuent les inégalités sociales au lieu de les réduire ?*

**Mots-clés :** subvention en nature (subvention indirecte), subvention en espèce (subvention directe), préférences hétérogènes, coût social, inégalité.

## Abstract

*The debate on the efficiency of the subsidy of the prices of foodstuffs granted by the box of compensation and his reform are deeply livened up between the government and the opposition in terms of its cost and its ineffectiveness. This debate concentrate on the social earnings to replace this mechanism of assistant by the granting of a minimum income to the poor people. We demonstrate that this mechanism in spite of the superiority on the box of compensation, in the presence of the convex preferences, there is less effective than a check food. Consequently, this article answers two questions : what shape of assistant is more effective and to what extent these assistants stress social inequalities instead of reducing them ?*

**Keywords :** Subsidy in kind (subsidy indirect), subsidy in species (subsidy express), Heterogeneous preferences , social Cost, inequality.

**Classification JEL :** D73, D82, H41.

## Essaid Tarbalouti

Université Cadi Ayyad,  
Marrakech  
(tarbalouti9@yahoo.fr)

## Introduction

La Caisse de compensation est un organisme public qui a pour mission de subventionner les produits nécessaires à l'amélioration minimale du bien-être social et de rendre accessible aux citoyens menacés d'exclusion, du fait

de revenus insuffisants, la consommation des biens et services essentiels dont ils ont besoin.

Historiquement, la Caisse de compensation est un héritage colonial. Elle a été créée pour répondre à la cherté des produits due à la rareté des biens et services et pour montrer aux populations conquises la bienveillance du colon.

La croissance démographique au niveau national et international, qui s'est traduite par une augmentation de la demande, la rareté de l'offre de biens et services en raison des conditions climatiques et de l'épuisement des ressources ont rendu l'augmentation des prix des biens et services inévitable et le coût du soutien de la Caisse de compensation insupportable pour les équilibres budgétaires et monétaires du Royaume.

Face à ces événements, la réflexion sur l'insoutenabilité des prix et sur la déréglementation s'est imposée depuis longtemps. Jadis, l'eau était gratuite. L'Etat était chargé de servir les habitants en eau en construisant des fontaines dans tout le Royaume. Aujourd'hui, personne ne débat sur la suppression de cette gratuité et la prise en charge de ce bien par les agents économiques. L'insoutenabilité a affecté également, et d'une façon partielle, la gratuité des écoles. La baisse de la qualité de l'éducation par manque de moyens a obligé une partie de la population à s'orienter vers le secteur privé. Actuellement, l'insoutenabilité menace les biens nécessaires ou de base. Ainsi se posent les questions suivantes : pourquoi le remplacement ou la suppression de la subvention des biens comme le sucre, le pain, l'huile et les autres biens poseraient problème ? Cette insoutenabilité permet-elle d'instaurer l'efficacité économique ? Sinon, existe-t-il une alternative plus efficace à la Caisse de compensation ?

La littérature économique sur le rôle de la subvention sur l'efficacité économique repose sur deux approches opposées : l'une positive, l'autre négative.

La littérature théorique sur le rôle positif des subventions met en avant leurs effets sur la stabilisation du système des prix relatifs, la compétitivité des entreprises et la croissance. Cette analyse est confirmée dans le cadre de la relation croissance-inflation où, lorsqu'il y a un excès de demande globale, les pressions inflationnistes affectent négativement la croissance (Keynes-Hensen). Ce genre de lien, en dynamique, n'est ni nécessaire ni suffisant pour un accroissement de l'indice des prix de Laspeyres. En effet, une variation du niveau des prix dans le secteur des biens alimentaires et/ou des biens énergétiques peut, en l'absence d'un excès de demande globale, conduire à une augmentation du niveau général des prix. Par conséquent, une politique de compensation des prix des biens et services est recommandée pour maintenir le niveau des prix et permettre à un plus grand nombre d'individus de consommer. Elle favorise l'acquisition des capacités physiques qui sont déterminantes dans l'accroissement de la productivité moyenne du travail et de la croissance (1) (Nichols et Zeckhauser, 1982 ; Guesnerie et Roberts, 1984 ; El Aoufi, 2011).

(1) Voir à ce sujet Fershtman, Murphy et Weiss (1996) et Loury (1981) sur l'efficacité de la subvention à l'éducation.

Quant au rôle négatif du système des subventions sur l'économie, la littérature économique considère qu'un système de compensation ou de subvention des prix des biens est contre-productif, inefficace et inéquitable. Cette analyse est fondée sur deux idées :

D'une part, les dépenses publiques de soutien en termes d'amélioration du bien-être des populations pauvres sont coûteuses. L'analyse sur laquelle s'appuie cette idée considère que le rendement des subventions est altéré par les coûts des comportements de rente et d'incitation. Le coût du comportement de rente résulte des distorsions au niveau des structures des prix des produits subventionnés (voir la Cour des comptes (2014)). Quant au coût du comportement lié aux incitations, il porte sur les prélèvements qui permettent de financer les subventions et affecte les agents économiques actifs. Il a un effet désincitatif sur l'offre de travail (2) (Mirrlees, 1971).

D'autre part, le système des subventions est générateur d'inégalités. En effet et contrairement à une idée répandue, ce n'est pas généralement là où les subventions sont importantes que les inégalités sont faibles. La manipulation politique, le lobbying, les fraudes, la corruption et le clientélisme sont autant de facteurs qui peuvent altérer les subventions et les orienter vers des biens qui profitent plus aux riches qu'aux pauvres. Plusieurs exemples dans les magazines scientifiques et populaires révèlent de telles pratiques. Les manipulations peuvent se faire par la corruption des agents publics locaux pour l'obtention de la carte de santé pour les individus riches ou l'obtention d'une bourse pour les études, etc. Toutes ces manœuvres peuvent détourner les subventions de leur objectif égalitaire (Docquier et Tarbalouti, 2001).

Cet article part du principe que les subventions sont contre-productives, inefficaces et génératrices d'inégalités. En supposant que les agents économiques cherchent à maximiser leur utilité, nous démontrons qu'en présence des préférences hétérogènes, les subventions sous leurs différentes formes ont un impact différent et génèrent des coûts différents.

(2) Voir Mirrlees (1971) sur la théorie de la taxation optimale suite à la subvention en nature.

### 1. Les formes de la subvention

La réforme de la Caisse de compensation est, pour le gouvernement actuel, une nécessité primordiale pour sauver les équilibres macro-économiques de l'Etat. Les projets de réforme des subventions envisagés par le gouvernement peuvent prendre trois formes : le maintien de la Caisse de compensation, le revenu minimum et le chèque-nourriture. Bien qu'ils agissent sur la demande, leurs effets sont différents.

#### La Caisse de compensation

La Caisse de compensation est un organisme soumis à un statut particulier lié à la tutelle que l'Etat exerce sur lui. Cet organisme prend en charge le service public qui consiste à subventionner certains biens. Son

(3) Nichols et Zeckhauser (1982) démontrent que les transferts en nature permettent d'accroître l'efficacité des politiques redistributives lorsque le régulateur est dans une situation d'asymétrie de l'information.

(4) La Banque mondiale (2014), «Moyen-Orient et Afrique du Nord: le ralentissement de la croissance accentue la nécessité des réformes», *Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA*, n° 2, p. 1-19.

(5) Depuis que l'Etat a été créé, les notions de collectivité et de solidarité sont les valeurs suprêmes qui donnent un sens à la notion d'Etat. De nos jours, la gouvernance des pays par des partis politiques conservateurs met en priorité ces valeurs comme déterminant pour le développement économique.

(6) Selon Guesnerie et Roberts (1984), la politique redistributive avec des transferts en nature est supérieure au sens de Pareto aux transferts financiers.

(7) Voir à ce sujet le livre de Gauthier G. et Lerous F. (1988), *Microéconomie: théorie et applications*, éd. Gaëtan Morin, p. 48-52.

intervention peut résulter de la difficulté de l'individu à subvenir à ses besoins. Elle peut également résulter de la volonté de l'Etat d'améliorer le bien-être social au nom de l'intérêt général (3).

L'engagement de l'Etat *via* la Caisse de compensation s'opère d'une façon indirecte. La subvention n'est pas versée directement aux nécessiteux, mais elle s'applique aux biens et services que l'Etat veut subventionner. En effet, l'Etat conclut un accord avec les producteurs ou les intermédiaires consistant à subventionner certains produits considérés d'utilité publique. En contrepartie, ces derniers sont tenus de vendre les produits à un prix inférieur au prix de marché.

Cette forme de subvention indirecte a toujours été considérée par les politiques antérieures comme un mécanisme stimulant le développement puisqu'elle permet d'améliorer le bien-être des populations. Aujourd'hui, cette forme de subvention est critiquée. Ainsi, dans un rapport de la Banque mondiale intitulé «Moyen-Orient et Afrique du Nord: le ralentissement de la croissance accentue la nécessité des réformes», il est mentionné que les différentes formes de subvention affectent négativement le développement. En effet, la hausse des subventions aggrave la spirale de la dégradation de l'économie en réduisant le budget de l'Etat consacré à des dépenses prioritaires comme la santé ou l'éducation. Il souligne que les politiques de subvention ne permettent pas de sortir les pays de leur vulnérabilité économique et sociale (4). Il s'ensuit qu'une libéralisation du mécanisme des prix du marché semble, à terme, créatrice d'emplois et de croissance économique.

Toutefois, les conditions politiques (révoltes dans certains pays arabes) et économiques (détérioration du pouvoir d'achat des ménages en raison du caractère sensible de la subvention qui touche les biens nécessaires dits biens d'utilité publique) rendent difficiles cette libéralisation. Les autorités, de peur d'aggraver les contestations sociales, renoncent à libérer les mécanismes des prix du marché et à supprimer la Caisse de compensation (5).

Ainsi, si l'Etat ne peut pas se passer d'un système de subvention, supposé générateur de dépendance économique du pays et d'inégalités entre les classes sociales, il peut songer à remplacer ce système d'intérêt public par le revenu minimum (6).

## Le revenu minimum

La plupart des biens et services d'utilité publique sont fabriqués par des acteurs privés nationaux ou étrangers et dont l'accès est différent selon que l'on est riche ou pauvre. L'impossibilité de la population pauvre d'y accéder impose une protection de la part du gouvernement sous une forme plus efficace. La protection de cette partie de la population ne peut s'opérer d'une façon efficace, selon le gouvernement actuel, que par un revenu minimum. Cette opinion est partagée par certains économistes qui pensent que le revenu minimum peut efficacement se substituer à la Caisse de compensation actuelle (7).

L'idée de revenu minimum ne date pas d'aujourd'hui. Elle évoque une dotation en espèces mise à la disposition des pauvres afin de leur procurer le minimum de biens et services d'utilité publique. C'est une subvention directe fondée sur deux principes : d'abord l'universalité du revenu qui doit permettre aux nécessiteux d'accéder aux biens d'utilité publique ; ensuite, la liberté de choisir et de déterminer par soi-même les biens d'utilité publique.

Dans ce sens, le revenu minimum semble renouer avec l'approche de l'aide sociale de la Caisse de compensation ; mais il a, de plus, le mérite d'insister sur la liberté de choisir entre les biens disponibles, qu'ils soient considérés comme biens primordiaux rentrant dans la catégorie des biens d'utilité publique ou non.

Cette approche de la subvention peut être critiquée par le fait que les agents ont des préférences différentes. L'attribution d'un revenu aux agents économiques comporte un coût lié à l'hétérogénéité des préférences de la population et qui peut être supérieur au gain d'efficacité que l'on prête à ce mécanisme de subvention (8).

Ainsi, si le revenu minimum est plébiscité par le gouvernement, il n'empêche que d'autres mécanismes de soutien aux pauvres peuvent trouver leur place. Il s'agit des bons de nourriture (ou chèques-nourriture).

### Le chèque-nourriture

La littérature économique considère comme efficace la subvention sous forme de bons de nourriture. Elle permet de cibler la consommation et les consommateurs nécessiteux (9).

Le chèque-nourriture, appelé bon de nourriture, ou chèque de biens d'utilité publique selon notre conception, est un mécanisme qui permet aux consommateurs de financer directement les biens d'utilité publique. C'est une subvention directe que l'Etat accorde directement aux consommateurs. Les consommateurs qui bénéficient de ce chèque peuvent financer directement le bien d'utilité publique de leur choix. En effet, ce système permet, d'un côté, aux consommateurs de choisir librement le producteur des biens d'utilité publique. De l'autre côté, il permet aux producteurs de bénéficier d'une grande indépendance pour choisir la qualité de leurs biens et donc de mieux prendre en considération les demandes des consommateurs. Dès lors, le bon de nourriture se trouve fondé, d'une part, sur la rivalité entre producteurs qui permet d'apporter des biens de qualité d'utilité publique différente aux consommateurs et, d'autre part, sur la liberté du consommateur de choisir entre les différentes qualités proposées.

Le Maroc a adopté, depuis son indépendance, un système de subvention indirecte. Il est toujours en application. Il réside dans la Caisse de compensation qui permet de subventionner les produits. Pour autant, ce mécanisme de subvention a-t-il atteint l'objectif escompté ? Les faits stylisés présentés dans la section II peuvent nous éclairer sur cette question.

(8) Une critique de cette forme de subvention dans le cadre de l'éducation a été formulée par Lott (1990), Kremer et Sarychev (1998) ou encore Bisin et Verdier (2000).

(9) Voir Gradstein et Justman (2000).

## 2. Les faits stylisés de l'impact des subventions sur l'économie marocaine

Le Maroc a adopté un système de subventions indirectes, par le biais de la Caisse de compensation, qui a pour objectif de régulariser les prix et concourir à l'approvisionnement de la population. Ce type de subvention a montré ses limites et son inefficacité. On distingue plusieurs faits importants qui étayent ces propos. D'une part, la multiplication des réformes de la Caisse de compensation et leur remise en cause. Ces réformes n'ont cessé tantôt d'alimenter et d'allouer des ressources au système des subventions, tantôt de les supprimer pour certains secteurs sans réel résultat. D'autre part, ce système a un coût matériel et social en termes de comportements opportunistes et d'inégalités sociales qu'il engendre.

La Caisse de compensation n'est pas le seul organisme à assurer cette fonction de soutien des prix. On trouve à côté d'elle l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses (ONICL) et l'Office chérifien des phosphates (OCP). Ces offices disposent respectivement d'une caisse de péréquation des prix des céréales et produits dérivés et d'une caisse de péréquation des prix des engrais (10).

Depuis sa création, le système de compensation a connu différentes réformes retracées dans le tableau 1.

Tableau 1

### Les principales réformes de la Caisse de compensation

Année	Réformes
1979	L'attribution de la subvention aux seules farines de blé tendre
1984	La limitation à la seule farine nationale de blé tendre (FNBT)
1988	La limitation de la subvention à la FNBT à 10 millions de quintaux
1995	L'indexation des prix des produits pétroliers liquides
1996	La libéralisation des filières agro-industrielles et l'institution de subventions forfaitaires pour le sucre et l'huile
1999	La suppression des subventions au sucre destinées aux industries
2000	La suspension du système d'indexation des produits pétroliers La suppression des subventions aux huiles alimentaires
2006	L'attribution d'une subvention additionnelle au sucre brut
2007	La réintroduction du soutien au blé tendre destiné aux farines libres

Source: Tableau établi à partir de El Aoufi N. dir., (2011), « Le Maroc solidaire. Projet pour une société de confiance », *Economie critique*, Rabat p. 42.

Ces réformes ont été marquées par un tâtonnement hasardeux et une absence de vision politique. Au fil des variations des prix alimentaires à la hausse ou à la baisse, l'Etat a eu recours à l'attribution de subventions ou à

(10) Par abus de langage, nous utilisons dans ce qui suit la notion de la caisse de compensation pour désigner l'ensemble des caisses de péréquation des prix.

la libéralisation des prix, comme le montrent les réformes de 1996, 1999 et 2006.

Cette vision aléatoire des réformes, qui dans leur majorité étaient marquées par un soutien des prix, a affecté négativement l'économie. D'une part, elle a rendu le poids des dépenses de la compensation par rapport au PIB insupportable et conséquente, privant l'économie des ressources qui pourraient être allouées à des investissements productifs. D'autre part, la répartition des dépenses de compensation a conduit à une redistribution inégalitaire favorisant les populations moyennes et riches aux dépens des populations pauvres. Enfin, le mécanisme de compensation a créé au fil du temps des comportements opportunistes qui ont réduit l'effet des dépenses de la compensation sur l'amélioration du pouvoir d'achat.

Le tableau 2 ci-après illustre le poids de la charge de la compensation sur le PIB, sur les dépenses d'investissement de l'Etat et sur le déficit budgétaire de l'Etat entre 2009 et 2013.

*Tableau 2*  
**Poids de la charge de la compensation en %**

Agrégat de référence	2009	2012	2013
PIB	1,7	6,8	5,1
Dépenses d'investissement de l'Etat	26,5	115,9	104,1
Déficit budgétaire de l'Etat	76,9	92,9	95,0

*Source: Royaume du Maroc. Cour des comptes (2014), Rapport sur le système de compensation au Maroc. Diagnostic et propositions de réforme, p. 12.*

Ce tableau fait apparaître le poids des dépenses de la compensation qui n'a pas cessé d'augmenter. Il représente 5,1 % du PIB en 2013. Il est presque identique aux dépenses de l'éducation de l'année 2009. En 2012 et 2013, les subventions de la Caisse de compensation ont dépassé les dépenses d'investissement respectivement de 15,9 % et de 4,1 %. En outre, ces dépenses ont représenté respectivement presque 93 % et 95 %, en 2012 et 2013, du déficit de l'Etat. Ce qui montre l'ampleur de ce coût et son impact négatif sur les opportunités d'investissement.

Quant au tableau 3 ci-dessous, il présente le montant des dépenses mensuelles et annuelles des ménages en dirhams sans voiture et avec voiture (on caractérise la classe pauvre par son incapacité à posséder une voiture en raison de son coût comparativement aux revenus de cette classe dans le secteur formel et qui n'excède pas en moyenne 2 400 dirhams).

Tableau 3

### Subventions de la Caisse de la compensation des produits par ménage en dirhams

Produit compensé	2012		2013	
	Montant annuel	Montant mensuel	Montant annuel	Montant mensuel
Gaz butane	1 372	114	1 321	110
Farine	441	37	294	24
Sucre	368	31	265	22
Total par ménage sans véhicule (A)	<b>2 181</b>	<b>182</b>	<b>1 880</b>	<b>156</b>
Essence – Gasoil (B)	2 815	235	2 063	172
Total par ménage avec véhicule (A + B)	<b>4 996</b>	<b>417</b>	<b>3 943</b>	<b>328</b>

Source: Royaume du Maroc, Cour des comptes (2014), *Rapport sur le système de compensation au Maroc. Diagnostic et propositions de réforme*, p.15.

Il apparaît dans ce tableau que les subventions de la Caisse de compensation des produits par ménage ont profité plus à la classe moyenne et à la classe riche puisqu'on observe que ces classes ont eu la part du lion des subventions. Cette part des subventions, durant l'année 2012 et 2013, a représenté respectivement presque plus de 60 % et plus de 50 % des subventions destinées aux pauvres. Ce qui montre le caractère inégalitaire des politiques redistributives *via* la Caisse de compensation.

Enfin, concernant les comportements opportunistes, le tableau 4 ci-dessous révèle l'impact de la subvention des produits par le biais de la Caisse de compensation sur la prédation.

Tableau 4

### Le coût des comportements opportunistes

Les éléments de l'opportunisme	La part de l'opportunisme en pourcentage
L'écart de prix de détail/prix de base (officiel)	Entre 20 % et 40 %
La fraude sur les produits	10 %

Source: Tableau établi à partir de El Aoufi N. dir. (2011), *op. cit.*, p. 41-42.

Les données récoltées ci-dessus montrent que les prix de détail des produits subventionnés sur le marché étaient supérieurs de 20 à 40 % sur leur prix fixé officiellement par le gouvernement. Elles montrent également que les produits subventionnés ont connu des manipulations de fraude à hauteur de 10 % au niveau de la quantité et/ou de la qualité des produits. Ces fraudes ont été réalisées soit par le biais d'une réduction de la quantité fixée avec le gouvernement, soit par le mélange des liquides énergétiques subventionnés avec des substances illicites.



De telles pratiques sont facilitées par les obstacles au contrôle des prix des biens (corruption, spéculation, insuffisance de la quantité des biens subventionnés, manque de personnel) et favorisent donc la prédation et la rente qui nuisent à l'objectif fixé, à savoir le maintien des prix et l'amélioration du pouvoir d'achat.

Il s'ensuit donc que s'il existe plusieurs formes de subvention de substitution qui peuvent former des projets de réformes, celles-ci sont différentes. Les unes agissent sur le prix des biens, les autres affectent le revenu. La suppression de la Caisse de compensation et son remplacement par l'un des mécanismes de subventions peuvent conduire à des résultats différents et risquent d'affecter différemment la consommation de biens publics. La question qui se pose est donc de savoir laquelle de ces formes il faut choisir.

### 3. Caisse de compensation ou revenu minimum : que choisir ?

Dans le langage des économistes, la Caisse de compensation n'est qu'une aide en nature, tandis que le revenu minimum n'est qu'une aide en espèces. Dans le cadre de cette analyse, la supériorité de la Caisse de compensation ou d'un revenu minimum ne peut être déterminée qu'à partir de la détermination des préférences des agents économiques (11). L'analyse économique développée depuis des années confirme la supériorité de l'aide en espèces sur l'aide en nature (12). Toutefois, cette supériorité est discutable. Elle dépend fondamentalement de la distribution des goûts et de la forme des préférences des agents économiques et des objectifs étatiques (13). De ce fait, cette hypothèse de la forme des préférences ouvre un cadre pertinent d'analyse pour le choix des réformes.

#### Caisse de compensation, revenu minimum et consommation de biens publics

La théorie économique a fondé la consommation des biens et services sur leur prix, le revenu et les préférences des agents économiques. Elle postule qu'en présence de préférences convexes et lorsque le revenu augmente ou que le prix baisse, la consommation a tendance à augmenter. Comme la Caisse de compensation (ou le revenu minimum) conduit à une baisse relative des prix des biens et services d'utilité publique, on s'attend à ce que la consommation de ces biens et services augmente. Toutefois, l'ampleur de cette augmentation diffère selon que l'on est en présence d'une subvention des biens par la Caisse de compensation ou de l'octroi d'un revenu minimum.

La comparaison des subventions du revenu minimum et de la Caisse de compensation peut être déterminée par le graphique 1 ci-après, où l'axe vertical représente le montant total des quantités des biens subventionnés et l'axe horizontal les autres biens non subventionnés. La droite (AB) représente

(11) Voir à ce sujet Gauthier G. et Leroux F. (1988), *op. cit.*, p. 48-52.

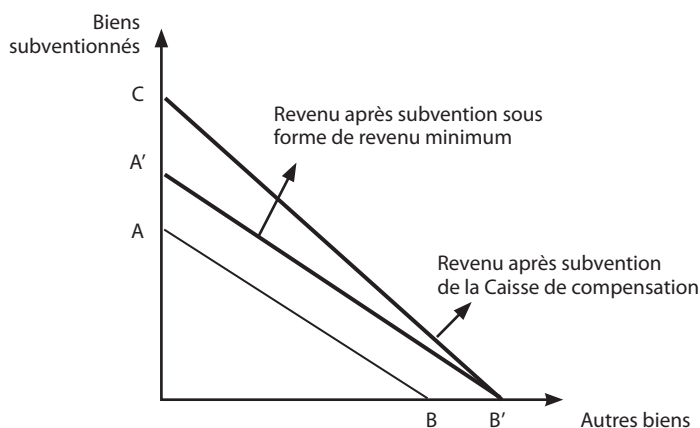
(12) L'aide en espèces peut être une subvention sous forme de revenu minimum, alors que l'aide en nature peut être une subvention sous forme d'une action sur le prix des biens par la Caisse de compensation.

(13) La littérature sur les subventions en nature considère que les transferts en nature permettent d'accroître l'efficacité des politiques redistributives lorsque le régulateur est dans une situation d'asymétrie de l'information. Selon cette littérature, les transferts en nature conduisent à une efficacité supérieure à celle des transferts financiers au sens de Pareto (voir Nichols et Zeckhauser (1982) et Guesnerie et Roberts (1984)).

le revenu initial qu'un agent représentatif possède avant toute subvention. La droite (A'B') représente le revenu de l'agent après une subvention sous forme de revenu minimum, et la droite (B'C), le revenu de l'agent après une subvention de la Caisse de compensation. Selon que la population est neutre aux autres biens ou pas, la consommation de biens publics sera élevée ou faible.

Figure 1

**Caisse de compensation, revenu minimum  
et consommation**



En présence d'une subvention des biens d'utilité publique *via* la Caisse de compensation, les prix relatifs desdits biens baissent et la consommation augmente en raison de la hausse du revenu réel de l'ensemble des agents économiques en termes desdits biens. Le passage du point A au point C suite à la subvention des biens illustre cette hausse. En revanche, dès que la suppression des subventions devient effective, la baisse de la consommation de l'ensemble des agents économiques semble s'opérer en raison de la baisse du revenu réel en termes desdits biens. Cet effet est confirmé par les faits. Ceux-ci révèlent, à titre d'exemple, que la consommation des produits pétroliers est passée de 6,2 à 10,8 millions de tonnes entre 2000 et 2012 ; soit plus de 73 % en 12 ans à cause, en partie, de la politique de compensation des prix des biens alimentaires et énergétiques (14).

Il apparaît donc que l'action sur les prix par le mécanisme de la Caisse de compensation augmente la consommation et que celle-ci semble profiter à l'ensemble des agents économiques d'un pays qu'il soit riche ou pauvre puisqu'elle stimule la consommation des biens subventionnés.

Ces effets de la Caisse de compensation ne sont pas observables lorsque l'on introduit le revenu minimum. En effet, en présence de ce mécanisme, on s'attend à ce que le revenu réel, en termes de l'ensemble des biens,

(14) Royaume du Maroc. Cour des comptes (2014), *Rapport sur le système de compensation au Maroc. Diagnostic et propositions de réforme*.

augmente (biens d'utilité publique et les autres biens). Cette augmentation apparaît dans le graphique 1 par les points A' et B'. Ce comportement peut s'expliquer par la liberté de choix qu'offre le revenu minimum au consommateur. Cette liberté de disposer d'un revenu, que l'Etat octroie aux pauvres, peut orienter les choix des consommateurs vers des produits préférés et qui peuvent être différents des biens d'utilité publique, rendant ainsi l'aide inefficace.

Il s'ensuit donc que la consommation finale va dépendre du montant du revenu minimum et des préférences individuelles. Ainsi, si en présence de préférences convexes, le montant du revenu minimum est inférieur ou égal au montant de la subvention de la Caisse de compensation, alors la consommation des biens d'utilité publique baisse et la consommation des autres biens augmente. En revanche, dès que les agents économiques révèlent des préférences neutres vis-à-vis des autres biens, le revenu réel et la consommation des biens d'utilité publique augmentent. Dans ce cadre, le revenu minimum entraîne les mêmes effets que la Caisse de compensation.

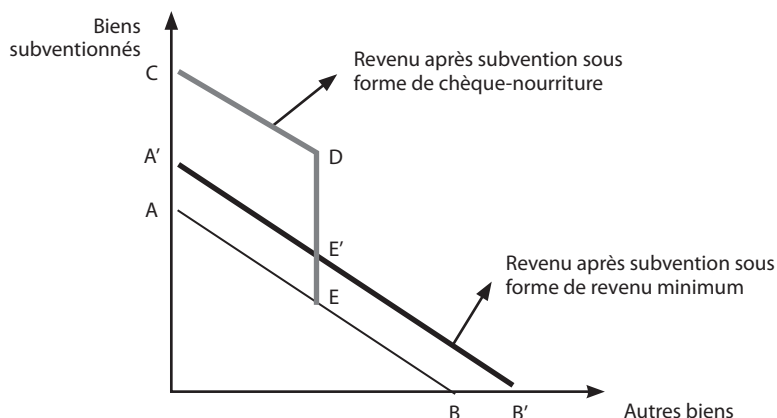
Ainsi, lorsque les préférences sont convexes, les agents économiques auront un bien-être plus élevé en recevant une subvention sous forme de revenu minimum plutôt qu'une subvention des biens par le biais de la Caisse de compensation.

### Revenu minimum, chèque-nourriture et consommation des biens publics

Le chèque-nourriture constitue un revenu en nature destiné à rendre accessible une quantité limitée des biens d'utilité publique. L'impact sur la consommation des agents économiques va dépendre de leur préférence pour lesdits biens. Lorsque les agents économiques ont une préférence pour les biens dits d'utilité publique, le chèque-nourriture augmente leur revenu réel en termes de biens publics. Les prix desdits biens baissent et la consommation augmente dans la limite de la hausse du revenu réel en biens publics. En revanche, lorsque les agents économiques ont des préférences neutres vis-à-vis des biens publics ou lorsqu'ils ont une préférence pour les autres biens, leur consommation reste inchangée par rapport à leur situation initiale. Il en résulte donc que le chèque-nourriture profite aux agents économiques dont les préférences pour les biens publics sont fortes. Ainsi, lorsqu'on le compare au revenu minimum, on s'aperçoit, sur le graphique 2 ci-après, que le revenu réel selon les deux systèmes de subvention augmente différemment. Il augmente de (A'B') pour une subvention sous forme de revenu minimum et de (CD), (DE) et (EB) pour une subvention sous forme de chèque-nourriture.

Figure 2

## Chèque nourriture, revenu minimum et consommation



Lorsque le montant des différentes formes de subvention est identique, le chèque-nourriture améliore d'une façon identique la consommation des agents qui ont une préférence pour les biens publics. Comme la partie du revenu après subvention sous forme de revenu minimum ( $(B'E') = (BB')$ ) ne sera pas consommée avec les autres biens, elle sera ajoutée au segment  $(A'E')$ . Ce qui donne:  $(AA') + (BB') = (AC)$ .

Ainsi, si tous les agents ont des préférences pour les biens publics, ils seront indifférents à toutes les formes de subvention.

L'indifférence des consommateurs aux différents types de subvention disparaît dès que les préférences deviennent convexes. En effet, comme le chèque-nourriture ne cible et ne finance que les produits subventionnés, on s'attend à ce que diminue l'intérêt des consommateurs pour les autres biens.

Il faut remarquer que ces effets sont différents dans le cas d'une subvention sous forme de revenu minimum lorsque les préférences sont convexes. La liberté sans contrainte qu'offre cette forme de subvention pour les consommateurs leur permet de consommer l'ensemble des biens (produits subventionnés ou non) et augmente leurs utilités.

Il s'ensuit de cette analyse que le chèque-nourriture décourage la consommation des autres biens plus que le revenu minimum. En outre, on s'aperçoit que lorsque les agents ont une addiction pour les autres biens comme la cigarette, l'alcool ou les soins de beauté, disposer d'un chèque-nourriture n'affecte pas leur utilité.

Par conséquent, si le choix d'un système de subvention semble difficile en présence de l'hétérogénéité des préférences, il en va de même pour les effets des différentes formes de subvention.

#### 4. Les effets des différentes formes de subvention

On distingue plusieurs effets des différentes formes de subvention ou projets de réforme de la Caisse de compensation qui affectent différemment le bien-être social. Toutefois, les effets de chaque projet de réforme d'aide à la consommation de biens publics se trouvent contraints par les préférences et les revenus individuels.

##### **L'ampleur des effets des différentes formes de subvention sur le bien-être et sur la consommation**

Il est impensable de parler des effets des mécanismes d'aide si on n'arrive pas à restreindre le champ de l'hypothèse des préférences dont le rôle est déterminant sur la consommation des biens et services. Si l'on s'en tient à la notion de la convexité des préférences qui caractérise une population plus au moins importante, on peut s'attendre de la part des deux formes de subvention (Caisse de compensation et revenu minimum) à plusieurs effets d'une ampleur inégale. Généralement, on distingue un effet participation, un effet substitution et un effet revenu réel en termes des autres biens.

L'effet de participation se définit par l'entrée sur le marché des biens de nouveaux consommateurs qui ne devraient pas avoir accès à de tels biens si de tels mécanismes de subventions n'existaient pas. En effet, en présence de ces deux formes de subvention, la Caisse de compensation et le revenu minimum, le revenu réel des agents économiques augmente, engendrant un effet positif sur la consommation.

Quant à l'effet revenu réel en termes de biens publics induit par la subvention de la Caisse de compensation, on peut affirmer qu'il est supérieur à l'effet revenu réel dû à l'octroi d'un revenu minimum. La raison est que la subvention des biens par le biais de la Caisse de compensation touche uniquement les biens subventionnés; tandis que la subvention sous forme de revenu minimum conduit à une augmentation du revenu réel des biens subventionnés et des biens non subventionnés. Ainsi, si le montant de la subvention est identique pour la Caisse de compensation et le revenu minimum, alors on peut s'attendre d'une façon mécanique à ce que la subvention des biens par le biais de la Caisse de compensation entraîne un effet revenu réel supérieur et conduit à une augmentation de la consommation de biens publics plus élevée que celle obtenue par l'octroi d'un revenu minimum.

Enfin, quant à l'effet substitution, la consommation des biens est déterminée par leur prix. La subvention des biens publics par le mécanisme de la Caisse de compensation engendre un effet prix à la baisse desdits biens par rapport au prix d'autres biens de substitution. Dans ces conditions, le prix relatif des biens subventionnés baisse et leur consommation augmente; tandis que la consommation des autres biens baisse.

L'analyse empirique a démontré que l'introduction des distorsions dans le système des prix relatifs par le biais de la subvention de certains biens avait pour conséquence d'orienter les choix des producteurs et des consommateurs. Cette orientation s'est manifestée en matière d'investissement et de surconsommation des produits subventionnés au détriment des biens de substitution, comme par exemple le transport individuel contre le transport collectif ou encore la farine de blé tendre au lieu de la farine de blé dur, etc. (15).

(15) El Aoufi N. dir.  
(2011), p. 45.

Quant au mécanisme de subvention par l'octroi d'un revenu minimum, bien qu'il entraîne un effet de participation à la consommation, on constate que ses effets en termes de revenu réel et de substitution sont quasi nuls sur le prix relatif de l'ensemble des biens. Ce qui bien sûr n'affectera pas les préférences des consommateurs. Néanmoins, force est de constater que ce mécanisme de subvention entraîne un effet revenu réel à la hausse en termes de l'ensemble des biens.

Il en résulte donc que l'instauration d'un revenu minimum ne modifie pas le prix relatif, qui reste constant. Il n'affecte pas non plus les préférences des agents économiques ; mais il entraîne un effet revenu réel à la hausse en termes de l'ensemble des biens. Ce résultat est observé en présence d'une subvention avec une différence sur l'effet prix qui l'emporte sur l'effet revenu réel en termes des autres biens. Autrement dit, la consommation des autres biens augmente d'une façon plus faible que celles des biens publics dont le prix a baissé.

On a donc le résultat suivant :

**Proposition 1 :** il semble que comparativement à la Caisse de compensation et en présence des préférences convexes, l'utilité des agents économiques augmente en termes de l'ensemble des biens et services plus avec l'octroi d'un revenu minimum qu'avec la subvention *via* le mécanisme de la Caisse de compensation. Mais paradoxalement, la consommation des biens publics baisse relativement plus avec l'octroi d'un revenu minimum qu'avec la subvention *via* la Caisse de compensation.

Ce résultat est souvent observé dans les faits. Ainsi, la corrélation positive de la consommation d'éducation privée avec l'augmentation des salaires et la corrélation négative de la hausse de la consommation des bouteilles de gaz avec la baisse des prix au Maroc, suite à une subvention gouvernementale, confirment notre analyse.

Analysons maintenant les limites des différents mécanismes de subvention sur la consommation et le bien-être social.

### **Les limites des effets des différentes formes de subvention sur la consommation et le bien-être**

La supériorité des effets de l'octroi d'un revenu minimum en termes de bien-être sur les effets de la subvention des biens par le biais de la Caisse de compensation est mise à mal sur plusieurs points. Parmi ceux-ci, on distingue :

- L'amélioration du bien-être par l'introduction d'un revenu minimum ne va pas de soi; elle ne peut s'appliquer qu'aux agents économiques d'un certain type de préférences:

- pour les agents économiques dont les préférences sont convexes, il est possible d'améliorer leur bien-être tout en instaurant une subvention sous forme de revenu minimum;

- pour les agents dont les préférences sont neutres à l'égard des autres biens (ou neutres pour les biens publics), l'octroi d'une subvention par le biais de la Caisse de compensation augmente (ou baisse) leur bien-être.

Cette analyse est illustrée dans le rapport de la Cour des comptes à propos de la subvention des produits alimentaires et énergétiques. Ce rapport montre que les pauvres qui ne peuvent accéder à l'achat d'une voiture deviennent, de fait, neutres à l'égard des produits énergétiques subventionnés, ce qui réduit leur consommation de ces produits ainsi que leur utilité.

- La réduction de la consommation des biens publics subventionnés n'est pas évidente. La subvention sous forme de revenu minimum est conditionnée par une identification et un ciblage des catégories pauvres de la population. Ce ciblage n'est pas sans obstacle et sans coût.

- Les obstacles: identifier les catégories pauvres et déterminer le seuil de pauvreté posent une série d'obstacles. En effet, lorsqu'on retient un revenu donné comme le seuil de pauvreté, l'identification de la totalité de la population pauvre ne sera pas déterminée en raison de l'hétérogénéité des préférences et de la composition des familles. Ainsi, si, par exemple, on fixe ce seuil au revenu nominal de 3000 dirhams, peut-on dire qu'une famille de 10 enfants avec 3000 dirhams est moins pauvre qu'une famille de 2 enfants mais avec 2000 dirhams? Ou encore, peut-on dire qu'une famille urbaine avec 3000 dirhams est moins pauvre qu'une famille campagnarde avec 2000 dirhams?

- Le coût: la subvention sous forme d'octroi d'un revenu minimum incite les agents à avoir des comportements opportunistes. Ceux-ci rendent le coût de la subvention exorbitant et son effet sur la consommation presque nul. En effet, lorsque le gouvernement octroie une subvention sous forme d'un revenu minimum proche ou égal à celui qu'un pauvre perçoit lors d'une activité économique, l'arbitrage en faveur de la renonciation au travail se fait sentir. Ce qui accentue le coût de la subvention. Cet arbitrage peut apparaître d'une façon significative dans une économie en développement où prédomine une structure de travail hiérarchique et autoritaire caractérisée par une charge de travail physique et psychologique pesante. Il peut se développer également dans une économie duale et corrompue formée par un secteur formel et un secteur informel.

Donc, si les systèmes de subvention, de compensation des prix *via* la Caisse de compensation et l'octroi d'un revenu minimum ont un effet ambigu sur la consommation, leur efficacité n'est pas indifférente.

## 5. L'efficacité des systèmes de subvention

L'efficacité d'un système se mesure par le coût social qu'il engendre. Celui-ci est évalué en termes de facture sociale et de fracture sociale. La facture sociale est supposée être mesurée par le coût matériel que fait supporter les systèmes de subvention à la société. Quand à la fracture sociale, elle est supposée être composée par le niveau de pauvreté et des inégalités que les systèmes de subventions peuvent engendrer. La supériorité d'un système de subvention sur l'autre réside dans sa supériorité à réduire le coût social.

### La fracture sociale et l'efficacité des systèmes de subvention

Il faut remonter aux travaux de Bénabou (1997) sur les subventions en éducation pour avoir une estimation comparée des coûts et des gains de la subvention. Selon cet auteur, les gains d'efficacité sont globalement comparables à leurs coûts (16). Toutefois, il nous semble que malgré la pertinence de cette analyse, ces résultats sont en opposition avec notre intuition sur les subventions des biens publics. En effet, le mécanisme de subvention *via* la Caisse de compensation est réputé non discriminatoire entre la classe des pauvres et celle des riches (17). Il est donc logique qu'un tel système de subvention va augmenter le coût de la fracture sociale puisqu'il va augmenter la consommation des biens publics d'une façon importante. Il va inciter la classe des riches à consommer plus lesdits biens puisque leurs prix baissent, augmentant ainsi le coût de la subvention. Les faits empiriques confirment cette analyse à propos des subventions des produits énergétiques et des produits alimentaires des ménages (El Aoufi, 2011).

La comparaison des coûts des subventions *via* le revenu minimum et la Caisse de compensation, si on suppose que le ciblage de la population est parfait, peut être déterminée par les graphiques 3 et 4 ci-après.

Sur le graphique 3, on représente sur l'axe vertical le montant total des biens subventionnés répartis entre la population riche et la population pauvre. On suppose que la population pauvre ne dispose pas de revenu pour acheter les biens publics et qu'elle est parfaitement ciblée. Sur l'axe horizontal, on représente respectivement les proportions de la population riche et de la population pauvre. Selon que la population est supérieure ou inférieure à 1/2, la subvention sous forme de revenu minimum sera élevée ou faible. Ce qui est un facteur déterminant lorsqu'on analyse le coût de la subvention. Le revenu minimum est représenté par le segment [AB] et le revenu de la population riche par le segment [BC].

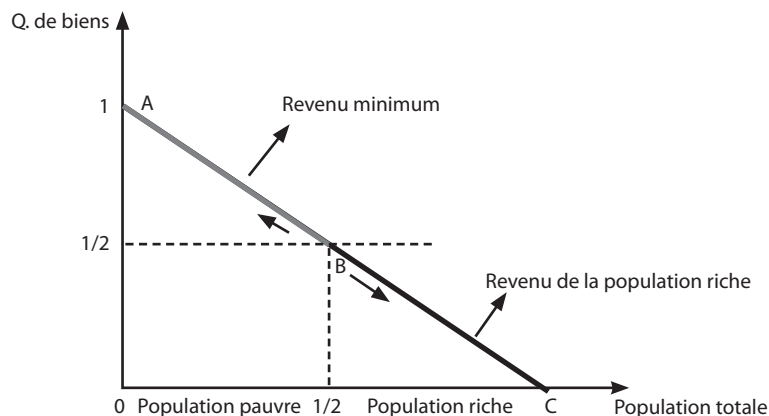
(16) Voir Bénabou R. (1997), « Inequality and Growth », *NBER Working Paper*, n° 5658.

(17) Du point de vue théorique, l'action redistributive de l'Etat est supposée générer un resserrement de la distribution des revenus (voir Loury (1981) et Fershtman, Murphy et Weiss (1996)).



Figure 3

### Le coût du revenu minimum



Le gouvernement, dans un souci d'améliorer le bien-être de l'ensemble de la population, octroie une subvention sous forme de revenu minimum à la population pauvre, mesurée par le segment [AB], afin de financer les produits d'utilité publique. Ce revenu minimum constitue un coût pour le gouvernement. Dans cette situation, la quantité totale des biens est répartie sur l'ensemble de la population. Etant donné que la population riche dispose d'un revenu pour financer ces biens, l'octroi d'un revenu minimum par le gouvernement, si les préférences sont neutres à l'égard des autres biens, augmente seulement la consommation de la population pauvre.

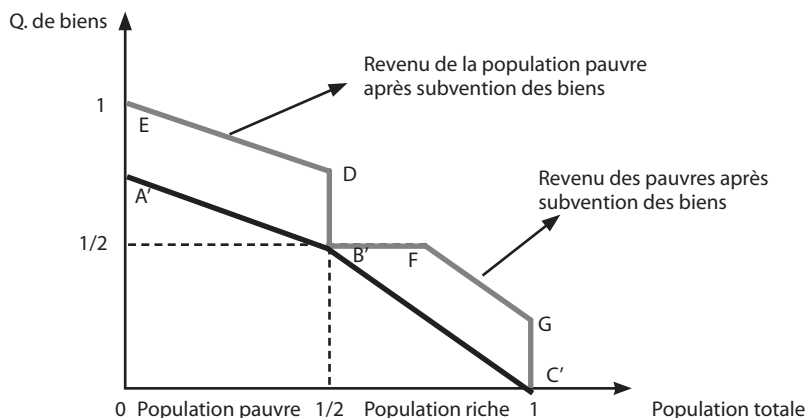
Il s'ensuit que lorsque la proportion de la population pauvre baisse en dessous de 1/2, le montant consacré à la subvention sous forme de revenu minimum baisse. En revanche, si la proportion de la population pauvre augmente au-delà de 1/2, le montant consacré à la subvention augmente.

Maintenant, analysons sur le graphique 4 ci-après l'impact d'une subvention des biens à l'aide du mécanisme de la Caisse de compensation. Etant donné que les revenus des populations riche et pauvre sont représentés respectivement par les segments [B'C'] et [A'B'], alors une subvention des biens modifie les revenus. Elle les augmente. Cette augmentation des revenus pour les populations pauvre et riche est représentée respectivement par les segments [(B'D), (DE)] et [(B'F), (FG), (C'G)]. Le revenu de la population riche est supposé supérieur à celui de la population pauvre. Il est supposé également que le gouvernement fixe le montant de la subvention individuelle sous forme d'un revenu minimum identique à celui de la subvention individuelle des biens *via* la Caisse de compensation. Quant à la consommation, elle est supposée, dans un premier temps, être identique pour la population riche et la population pauvre, et les prix des biens après subvention sont supposés rester fixes.

On a donc :

Figure 4

### Subvention des biens, revenu minimum et coût



Comme il y a une impossibilité d'établir une discrimination entre les populations (riche et pauvre) dans le cadre d'une subvention des biens, on remarque que celle-ci augmente l'ensemble des revenus.

Le coût qu'engendre ce type de subvention est plus élevé en présence d'une subvention des biens qu'en présence d'une subvention sous forme de revenu minimum. Comme on l'observe dans le graphique, le coût d'une subvention par les prix est représenté par les écarts des segments [(B'D), (DE)] et [(B'F), (FG), (C'G)] et [(A'B') et (B'C')]; comme le montant des subventions individuelles sous forme de revenu minimum est identique à celui d'une subvention des biens, ces écarts sont plus importants que ceux d'une subvention sous forme de revenu minimum représenté par les segments [(B'D), (DE)] et [A'B'].

Toutefois, cette conclusion n'est valable que dans le cas où les individus de la classe des riches sont plus nombreux que ceux de la classe des pauvres. Dans ces conditions, il est probable que le coût de l'aide sous forme de revenu minimum attribué à la classe des pauvres soit inférieur au coût de la subvention des biens *via* la Caisse de compensation. Ainsi peut-on annoncer le résultat suivant :

**Proposition 2 :** lorsque la classe des riches est plus élevée (plus faible) que celle des pauvres, le coût de la fracture sociale engendré par le système d'octroi d'un revenu minimum est plus faible (élevé) que celui d'une subvention des biens *via* la Caisse de compensation.

Ainsi, quatre paramètres conditionnent la faiblesse du coût de la subvention sous forme de revenu minimum par rapport à celui de la subvention des biens :

- le montant identique de la subvention sous forme de revenu minimum et de la subvention des biens *via* la Caisse de compensation ;
- la proportion de la classe des riches par rapport à celle des pauvres ;
- l'écart entre le revenu moyen de la population et le revenu minimum ;
- le degré de fiabilité du mécanisme de discrimination.

Bien entendu, plus ces paramètres sont réunis, plus on s'attend à ce que le coût de la fracture sociale du revenu minimum soit plus faible que celui de la Caisse de compensation.

Il en résulte que dès qu'on relâche un des paramètres, notre proposition portant sur le coût d'une aide sous forme d'octroi d'un revenu minimum sera remise en cause. Il s'ensuit que si l'on suppose que le revenu moyen est proche du montant du revenu minimum, les individus renonceront à leur travail afin de bénéficier du revenu minimum augmentant ainsi le coût de la fracture sociale (18). D'où le résultat suivant :

**Proposition 3 :** lorsque le revenu moyen est proche du montant de l'aide sous forme de revenu minimum, l'arbitrage des individus en faveur du revenu minimum s'impose accentuant ainsi le coût de la fracture sociale.

Hormis ces cas, on peut dire que si le revenu minimum engendre un coût plus faible que celui d'une subvention des biens *via* la Caisse de compensation, ce mécanisme d'aide n'incite pas les familles qui sont hors marché à y participer. Par conséquent, l'instauration d'un tel système peut détourner l'objectif de la politique surtout pour les individus qui ne consomment pas les biens publics. Cette faille peut être réparée par le système chèque-nourriture qui permet de réduire le coût social tout en ciblant les consommateurs de biens publics puisque le chèque ne porte que sur cesdits biens (19).

### La fracture sociale et l'efficacité des systèmes de subvention

La plupart des modèles sur les subventions des biens publics considèrent que le système de subvention des biens permet de réduire les inégalités économiques. Cette analyse s'appuie sur le rôle positif de l'octroi des dotations initiales sur l'égalité des chances et la réduction de la dispersion des revenus entre les populations pauvre et riche (voir Glomm et Ravikumar (1992), Saint-Paul et Verdier (1992), Eckstein et Zilcha (1994) ainsi que Zhang (1996)). Toutefois, malgré la fiabilité de cette analyse, son efficacité est contestée en raison de l'effet négatif de la subvention sur l'accentuation des inégalités sur le court terme (voir Glomm et Rayikumar (2003)).

Ainsi, si les systèmes d'aide, qu'ils soient de subvention des biens ou d'octroi d'un revenu minimum, ont un objectif commun, celui de la réduction des inégalités sociales, leur efficacité en regard de cet objectif n'est pas indifférente.

(18) Ce résultat est conforme au résultat obtenu par Mirrlees (1971) qui prédit que les prélèvements qui permettent de financer la redistribution des ressources et qui pèsent sur les agents les plus aisés ont un effet désincitatif sur leur offre de travail.

(19) L'analyse du chèque-nourriture ressemble fort à l'analyse portant sur le revenu minimum. Tous les deux portent sur la liberté du choix du consommateur mais ils se différencient sur l'étendue de ce choix. Pour le revenu minimum, la liberté du choix du consommateur est totale entre les biens publics et les autres biens. Quant au chèque-nourriture, cette liberté est limitée. Elle ne porte que sur les différents biens publics.

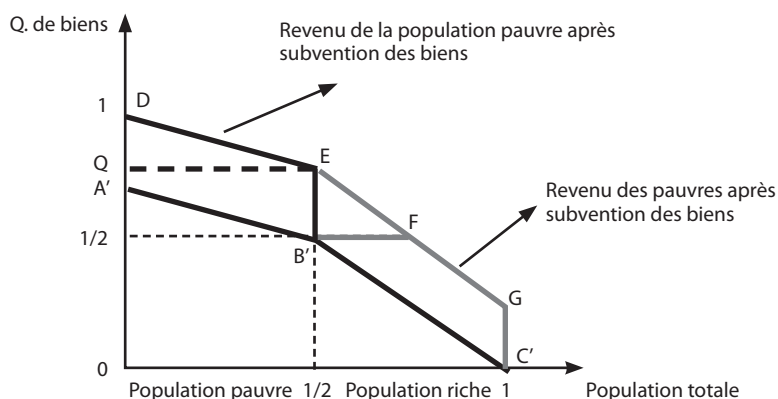
Cette absence d'indifférence semble être observée dans le graphique 5 ci-après qui met en relation la subvention des biens et la subvention sous forme de revenu minimum.

Les hypothèses sur lesquelles s'appuie le graphique pour déterminer l'impact de ces systèmes de subvention sur les inégalités sociales sont résumées ainsi: nous considérons que les montants de la subvention sont identiques. La quantité totale des biens subventionnés est supposée au départ normalisée à l'unité.  $Q$  et  $1 - Q$  sont les proportions de quantités de biens des populations riche et pauvre. Selon que la quantité consommée est supérieure ou inférieure à  $1/2$ , les populations riche ou pauvre seront qualifiées de grande consommatrice ou de faible consommatrice des biens subventionnés. Ce qui est déterminant lorsqu'on analyse l'impact des subventions sur les inégalités. La population riche est supposée représenter la moitié de la population totale.

Lorsque le gouvernement instaure une subvention des biens *via* la Caisse de compensation pour améliorer le bien-être de la population pauvre, la consommation des biens augmente en raison de la baisse du prix. Comme le mécanisme de subvention cible la baisse des prix des biens publics et non pas la classe de la population qui doit être subventionnée, le revenu réel et la consommation de la population riche, en termes de ces biens, augmentent également. Le graphique 5 illustre cette consommation de la part des populations riche et pauvre.

Figure 5

### Subvention des prix, revenu minimum et inégalités



Comme le montant de subvention individuelle sous forme de revenu minimum est identique à celui d'une subvention individuelle des biens subventionnés, les revenus réels individuels des populations riche et pauvre, en termes des biens subventionnés, augmentent d'une façon identique. Graphiquement, cette augmentation est mesurée par  $[A'D] = [C'G]$ .

Etant donné l'augmentation de revenu réel, le déplacement de la droite du revenu de la population pauvre est représenté par le segment  $[(B'E), (DE)]$ . Celui de la droite de revenu de la population riche est représenté par le segment  $[(EF), (FG), (GC')]$ .

Avec une quantité de biens subventionnés donnée et en présence des préférences prononcées pour les biens publics, une augmentation du revenu réel par une subvention sous forme de revenu minimum, mesurée par  $[(B'E), (ED)]$ , augmente la consommation de la population pauvre. Comme la subvention ne comprend que la moitié de la quantité disponible et que le revenu réel de la population riche n'a pas augmenté, la consommation des populations riche et pauvre sera identique. Elle est égale à 1  $((1/2, 1/2)Q)$ .

Lorsqu'on introduit une augmentation du revenu réel par une subvention sous forme d'une subvention des biens, le revenu réel des populations riche et pauvre augmente respectivement des segments  $[(EF), (FG), (GC')]$  et  $[(B'E), (DE)]$ . Quant à la consommation, celle de la population riche augmente de  $Q$  (avec  $Q' 1/2$ ) et celle de la population pauvre augmente de  $1/2$ . Toutefois, on s'aperçoit qu'une partie des biens subventionnés, mesurée par le triangle  $(B', E, F)$  ne peut pas être consommée à la fois par la population riche et par la population pauvre. Elle est considérée comme une zone de conflit.

Avec une quantité de biens subventionnés égale à l'unité, le conflit ne sera dissipé que si une modification des prix par des intermédiaires opportunistes prend place. Comme une partie de la population pauvre ne peut pas consommer le bien si son prix augmente, le taux d'opportunisme sera égal à la variation de prix que la population riche est prête à payer pour consommer plus. Celle-ci est prête à payer jusqu'à ce que l'augmentation de son revenu, suite à la subvention des biens, soit égale la hausse des prix des intermédiaires. Plusieurs faits confirment notre approche. La hausse des prix des biens subventionnés par rapport à leur prix officiel conforte notre analyse.

Donc, lorsqu'il y a une augmentation de revenu suite à une subvention des biens, celle-ci ne bénéficie qu'à une partie de la population pauvre : celle dont le revenu augmente suffisamment pour accéder aux biens subventionnés. Cette partie de la population augmente sa consommation jusqu'à épuisement de la quantité totale disponible. A l'opposé, lorsque le revenu réel de la population riche augmente suite à une subvention des biens, sa consommation augmente d'une façon plus importante que celle de la population pauvre. Cet effet volume qu'engendre la subvention des biens chez la population riche peut s'expliquer par la différence de revenu entre les classes et par les investissements attendus d'une telle consommation. Dans ces conditions et si l'augmentation de la consommation desdits biens engendre des écarts de revenus futurs comme par exemple l'éducation, on peut s'attendre à ce que le système de subvention des biens *via* la Caisse de compensation accentue davantage les inégalités entre les riches et les pauvres.

On a donc le résultat suivant :

**Proposition 4 :** en présence des préférences pour les biens publics et lorsque le revenu de la population riche est plus élevé (plus faible) que celui de la population pauvre, le système de subvention des biens *via* la Caisse de compensation accentue les inégalités sociales.

Cet effet direct n'est pas observé avec un système d'octroi de revenu minimum. En effet, avec un tel système, la population pauvre sera identifiée et l'allocation de revenu ciblée. En outre, comme le revenu minimum constitue un transfert de richesse entre famille riche et famille pauvre, on s'attend à ce que les revenus des riches baissent et ceux des pauvres augmentent, réduisant ainsi les écarts entre les revenus et donc les inégalités sociales.

On a donc le résultat suivant :

**Proposition 5 :** en présence des préférences pour les biens publics et lorsque la classe des riches est plus élevée (plus faible) que celle des pauvres, le système d'aide en espèces (revenu minimum) est plus efficace que le système d'aide en nature (la Caisse de compensation) pour réduire les inégalités sociales.

Ce résultat peut être nuancé puisqu'en présence d'une économie dont le revenu moyen de la population est à peine supérieur ou identique au revenu minimum, l'aide sous forme de revenu minimum aura un impact négatif sur la réduction des inégalités.

On a donc le résultat suivant :

**Proposition 6 :** lorsque le revenu moyen est proche du montant d'aide en espèces, l'arbitrage des individus en faveur de l'aide en espèces l'emporte, et l'aggravation des inégalités sociales est conséquente.

Toutefois, si le système d'aide sous forme de revenu minimum est plus efficace quant à l'objectif de la réduction des inégalités sociales, on constate qu'un tel système est inefficace pour inciter la population pauvre qui ne désire pas consommer de biens publics à le faire.

Il en résulte ainsi que si le gouvernement veut résoudre ce dilemme «réduction des inégalités et consommation de biens publics», le chèque-nourriture est mieux placé pour atteindre cet objectif. En effet, le gouvernement peut offrir ce chèque à toutes les familles pauvres, y compris celles qui ont des préférences neutres à l'égard des biens dits d'utilité publique. Toutefois, comme pour le système d'aide sous forme de revenu minimum, le chèque-nourriture n'est efficace que dans une économie où le revenu moyen est supérieur au montant du chèque-nourriture.

## Conclusion

Investie d'une mission d'intérêt général, la Caisse de compensation permet la subvention des biens de consommation dans le but d'assurer une amélioration du bien-être social de la collectivité. Face à son inefficacité, le gouvernement envisage le remplacement de ce mécanisme par un revenu

minimum pour les pauvres. Certes, ce projet de substitution semble réduire les inégalités sociales. Il est capable de faire la discrimination entre les pauvres et les riches en ciblant et en attribuant la subvention aux pauvres. Mais l'attribution d'un revenu minimum peut être détournée de son objectif principal en raison de la liberté de choix qu'offre ce mécanisme. Cet effet négatif semble être corrigé par le chèque-nourriture qui limite la liberté du choix et oriente la subvention davantage vers les objectifs fixés par le gouvernement.

Toutefois, malgré les avantages d'une subvention sous forme de chèque-nourriture, les effets du revenu minimum et du chèque-nourriture sur les inégalités restent incertains puisque l'attribution d'une subvention sous forme de revenu minimum ou de chèque-nourriture dans une économie à faible revenu peut inciter les agents économiques à faible revenu à renoncer à leur travail, induisant plus de pauvres et d'inégalités sociales.

L'inconvénient des différents types de subvention, que l'on peut qualifier de subvention de la demande, est qu'ils ne profitent pas à l'économie nationale. Les produits consommés provenant de l'extérieur, ces subventions profitent plus aux producteurs des pays exportateurs et aux entreprises importatrices des pays consommateurs. Cet effet accentue les inégalités sociales et la dépendance économique et financière des pays consommateurs. Une question s'impose alors : doit-on subventionner l'économie nationale ou les économies des pays exportateurs ?

Si l'on s'intéresse à l'économie nationale, le débat sur la subvention doit porter sur l'offre nationale et non plus sur la demande nationale. La supériorité de ce système d'aide devrait emporter l'adhésion des producteurs, des consommateurs et du gouvernement. Pour les producteurs, la subvention de la production nationale va permettre d'accroître la production et la compétition qui seront bénéfiques pour l'économie. Quant aux consommateurs, l'arrivée sur le marché de nouveaux concurrents suite aux subventions de la production nationale engendrera une baisse des prix et une amélioration de leur bien-être.

Enfin, l'Etat pourra bénéficier de ce système d'aide. L'augmentation de la production nationale lui permettra d'assurer son indépendance économique et financière.

## Références

- BÉNABOU R. (1997), « Inequality and Growth », *NBER Working Paper*, n° 5658.
- BESLEY T., COATE S. (1991), « Public Provision of Private Goods and the Redistribution of Income », *The American Economic Review*, vol. 81, n° 4, 979-984.
- BISIN A., VERDIER T. (2000), « Beyond the Melting Pot: Cultural Transmission, Marriage, and the Evolution of Ethnic and Religious Traits », *The Quarterly Journal of Economics*, 115 (3), 955-988.
- DOCQUIER F., TARBALOUTI E. (2001), « Bribing votes: A new explanation to the inequality-redistribution puzzle in LDC's », *Public Choice*, vol. 108, 259-272.
- ECKSTEIN Z., ZILCHA I. (1994), « The effects of compulsory schooling on growth, income distribution and welfare », *Journal of Public Economics*, vol. 54, Issue 3, 339-359.
- EL AOUI N. dir. (2011), *le Maroc solidaire: projet pour une société de confiance*, Economie critique, Rabat.
- FERSHTMAN C., MURPHY K.M., WEISS Y. (1996), « Social Status, Education, and Growth », *Journal of Political Economy*, vol. 4, n° 1, 108-132.
- GAUTHIER G., LEROUX F. (1988), *Microéconomie: théorie et applications*, éd. Gaëtan Morin.
- GLOMM G., RAVIKUMAR B. (2003), « Public education and income inequality », *European Journal of Political Economy*, vol. 19, Issue 2, 289-300.
- GLOMM G., RAVIKUMAR B. (1992), « Public versus private investment in human capital endogenous growth and income inequality », *Journal of Political Economy*, vol. 100, n° 4, 818-834.
- GRADSTEIN M., JUSTMAN M. (2000), « Human capital, social capital, and public schooling », *European Economic Review*, vol. 44, Issues 4-6, 879-890.
- GUESNERIE R., ROBERTS K. (1984), « Effective Policy Tools and Quantity Controls », *Econometrica*, vol. 52, n° 1, 59-86.
- KREMER M., ANDREI S. (1998), « Why Do Governments Operate Schools? », *mimeo*.
- LEE S., RAM R., SMITH C.W. (1999), « Distributive effect of state subsidy to undergraduate education: the case of Illinois », *Economics of Education Review*, vol. 18, Issue 2, p. 213-221.
- LOTT J.R. (1990), « The effect of conviction on the legitimate income of criminals », *Economics Letters*, vol. 34, Issue 4, 381-385.
- LOURY G.C. (1981), « Intergenerational Transfers and the Distribution of Earnings », *Econometrica*, vol. 49, n° 4, 843-867.
- MIRRLIES J.A. (1971), « An Exploration in the Theory of Optimum Income Taxation », *The Review of Economic Studies*, vol. 38, n° 2, 175-208.
- NICHOLS A., ZECKHAUSER R.J. (1982), « Targeting Transfers through Restrictions on Recipients », *The American Economic Review*, vol. 72, n° 2, 372-377.
- PECHMAN J.A. (1970), « The Distributional Effects of Public Higher Education in California: a Review Article », *The Journal of Human Resources*, vol. 5, n° 3, 361-370.
- Royaume du Maroc. Cour des comptes (2014), *Rapport sur le système de compensation au Maroc. Diagnostic et propositions de réforme*.
- SAINT-PAUL G., VERDIER T. (1993), « Education, democracy and growth », *Journal of Development Economics*, vol. 42, Issue 2, 399-40.
- Banque mondiale (2014), « Moyen-Orient et Afrique du Nord: le ralentissement de la croissance accentue la nécessité des réformes », *Bulletin trimestriel d'information économique de la région MENA*, n° 2, 1-19.